

L'UNSA s'élargit

Le Secrétaire Général Alain Olive était à Lesponne pour accueillir un nouveau syndicat

L'Union Nationale des Syndicats autonomes, ce sont 360 000 syndiqués en France dont 70% sont issus du secteur public. Mais depuis les dernières prud'homales de 2002, l'UNSA confirme également un fort développement dans le privé. Ainsi, après IBM, Ford, Peugeot ou Renault, c'est aujourd'hui au tour du SICTAME-TOTAL, premier syndicat représenté chez les 15 000 salariés du Groupe TOTAL, à rejoindre les autonomes. Renfort de poids qui a donc été officiellement entériné jeudi après-midi, dans les Hautes-Pyrénées, puisque le Conseil Syndical annuel du SICTAME-TOTAL se déroulait à Lesponne.

Un rendez-vous qui était alors l'occasion pour les nouveaux adhérents d'accueillir Alain Olive, secrétaire général et numéro 1 de l'UNSA, Michel Rille, responsable du pôle industrie et Michel Arnau, secrétaire de l'UD 65. Opportunité saisie pour interroger alors Alain Olive sur l'actualité sociale en France, à commencer par la remise en cause des 35h...

ABSURDE, INEFFICACE

Et pour lui, les choses sont claires : *« le gouvernement se trouve là un nouveau combat idéologique avec ces quelques cheveau-légers ultra-libéraux qui veulent remettre en question les 35 heures, alors que le président avait affirmé qu'il n'y serait pas touché. Mais toucher aux 35h, c'est absurde, inefficace économiquement et délétère socialement »* estimait donc Alain Olive avant de préciser *« c'est absurde puisque les chefs d'entreprise ont déjà négocié et qu'ils devront se lancer dans une négociation à rebours ; c'est inefficace, vu les désordres que cela va entraîner (et il faut rappeler aussi que certaines entreprises se sont trouvées très bien de cette nouvelle flexibilité acquise) et il faut faire très attention, car si l'on touche aux 35 heures à la rentrée, il y aura une levée de boucliers générale. Certes, le MEDEF est très demandeur, mais c'est très étonnant car à propos des 35 h, il brandissait toujours l'argument selon lequel il fallait faire avancer les choses par la négociation et le dialogue social et maintenant il veut imposer ses vues par la loi. »*

SECU

Côté réforme de l'Assurance Maladie à présent ? Eh bien *« il y a des choses qui nous conviennent »* avoue Alain Olive en citant la création de la Haute Autorité ou du carnet médical partagé mais *« ce qui nous va moins, c'est qu'une fois de plus, on manque d'ambition, il n'y a rien sur la prévention et les soins palliatifs tandis que tout est mis sur le curatif »*.

Médecine à deux vitesses mais aussi financement *« reposant trop exclusivement sur les usagers alors qu'il aurait fallu demander beaucoup plus aux entreprises et faire revenir les taxes sur l'alcool et le tabac à l'assurance maladie »* on est donc à nouveau dans la dimension du bricolage qui ne résoudra rien au problème de fond de la sécu, mais aussi dans le domaine de l'inégalité sociale, avec cette réforme car *« il y a deux mesures que nous n'acceptons pas non plus, l'euro supplémentaire par acte qui s'apparente à une double franchise et l'augmentation du forfait hospitalier. »*

Propos recueillis par Pierre Challier.